

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 23 MAI 2006

N° 327 PRIX 0,60 Euro



**SARKOZY RENFORCE SA POLITIQUE**

**ANTI-IMMIGRÉS AVEC LA COMPLICITÉ**

**DES AUTORITÉS MALIENNES**

SOMMAIRE AU VERSO

**S O M M A I R E**

Page 2  
Editorial

é d i t o r i a l

Page 3  
Côte d'Ivoire: Oui  
pour accorder la  
nationalité à tous  
les travailleurs...

**IMMIGRATION**

**SARKOZY RENFORCE SA POLITIQUE ANTI-  
IMMIGRÉS AVEC LA COMPLICITÉ  
DES AUTORITÉS MALIENNES**

Page 4  
Sénégal: Quand Wade  
reçoit le prix Hou-  
phouët Boigny

Page 5  
Tchad: Election pré-  
sidentielle bidon...

Page 6  
Sonacotra: Un crime..

Page 7  
Bolivie-Venezuela:  
Nationalisations des  
hydrocarbures ...

Page 8  
Esclavage, la forme  
la plus barbare de  
l'exploitation de ...

Page 12  
Il y a 70 ans, juin  
36 en France

**ABONNEMENT**  
**FRANCE:**

12 numéro : 15 euros  
Le paiement se fait  
uniquement en espèces  
ou en timbres-poste  
courants.

autres pays :

Nous consulter

**ADRESSE :**

Le PAT B.P. 42  
92114 CLICHY Cedex

Le 18 mai dernier, Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur français, s'est rendu à Bamako pour, dit-il, "expliquer" le bien fondé de sa loi anti-immigration afin de "lever les malentendus". Devant l'ambassade de France de Bamako, quelques 200 personnes ont manifesté sur son passage aux cris de "Sarkozy raciste". On pouvait également lire sur des banderoles: "Sarko xénophobe-raciste n'est pas le bienvenu au Mali"; "Sarko déguerpis!", etc. Les forces de l'ordre, armées et en grand nombre ont été mobilisées pour éviter tout débordement.

Dans la ville de Kayes, chef-lieu de la région d'où viennent la plupart des travailleurs immigrés maliens, le Collectif des élus de la région a réuni une centaine de manifestants pour protester contre la venue de Sarkozy.

Le gouvernement malien, visiblement gêné aux entournures, a joué à l'hypocrite. Avant son déjeuner en tête-à-tête avec Sarkozy, le président Toumani Touré interrogé à une radio a glissé: "Chez nous il n'y a pas d'hospitalité choisie ou sélective". De même que son Premier ministre, accueillant une délégation française, a déclaré qu'il comprenait "les inquiétudes et les espérances des Maliens". C'est même avec l'autorisation du gouvernement qu'un certain nombre d'élus, y compris ceux de la mouvance gouvernementale, ont manifesté publiquement leur hostilité à l'arrivée de Sarkozy au Mali. Mais une fois ces simagrées terminées, les représentants de l'Etat malien se sont mis à table autour de Sarkozy pour "une réunion de travail" et pour prendre note du "cahier des charges" des autorités françaises.

Sarkozy n'est en effet pas venu pour "expliquer" sa loi contre les travailleurs immigrés aux autorités maliennes mais pour leur demander d'appliquer un certain nombre de mesures pour d'une part accélérer les procédures d'expulsion des ressortissants maliens en situation irrégulière, et d'autre part renforcer les contrôles sur le terri-

toire malien des candidats à l'émigration. En 2003, le même Sarkozy avait déjà obtenu la complicité des autorités maliennes (mais aussi du Sénégal) pour l'expulsion des sans-papiers. Cette nouvelle visite n'est donc que la suite de la précédente.

L'hypocrisie des autorités maliennes ne doit pas tromper les travailleurs maliens de France. Elles font semblant d'être solidaires, en parole, des conditions d'existence difficiles des populations maliennes, notamment des émigrés. Mais dans leurs actes elles font le contraire. C'est ainsi que le Collectif de soutien aux expulsés accuse les autorités françaises de "payer aux consulats des pays d'origines, dont celui du Mali, 150 euros (soit 100 000 francs CFA) par expulsé pour les convaincre de délivrer des laissez-passer d'expulsion". Le même Collectif accuse aussi les autorités consulaires du Mali en France d'extorquer "de 250 à 500 euros à chaque expulsé en lui faisant croire qu'il peut éviter la délivrance de laissez-passer". En effet, sans le laissez-passer délivré par les autorités consulaires, il est

difficile pour l'Etat français de renvoyer un sans-papier vers son pays d'origine, surtout lorsque ce dernier ne décline pas son identité ni son origine. Voilà la réalité de la "coopération" entre les autorités françaises et leurs homologues maliens. Les discours pompeux sur le "co-développement", sur le "partenariat rénové" entre les deux pays ne sont que la poudre aux yeux. Et les dirigeants africains, tout en bougonnant du bout des lèvres, appliquent ce que leur dictent les dirigeants de l'ex-puissance coloniale.

Mais ils ont beau renforcer les contrôles aux frontières et mettre des barbelés s'ils le pouvaient. Ils ne pourront pas empêcher le flux migratoire. Car ce n'est pas pour faire du tourisme que des milliers de gens fuient leur pays, parfois au péril de leur vie, mais pour échapper à une mort lente à cause de la misère qui persiste et qui s'accroît dans les pays pauvres. Et cette misère elle-même est le résultat direct du système capitaliste qui plonge les pays africains dans la pauvreté et dans le sous-développement.

### CÔTE D'IVOIRE

#### **OUI, POUR ACCORDER LA NATIONALITÉ À TOUS LES TRAVAILLEURS QUI VIVENT EN CÔTE D'IVOIRE !**

La mode actuellement chez tous les politiciens, c'est à celui qui se montrera le plus démagogique, suivant l'électorat qu'il vise. L'arme que le FPI brandit aujourd'hui contre ses adversaires politiques du PDCI et surtout du RDR, c'est de les accuser de vouloir "brader la nationalité ivoirienne".

Le 1<sup>er</sup> Ministre Konan Banny s'en est même défendu. Il a répondu qu'il ne va tout de même pas délivrer la nationalité "en regardant les semelles des souliers" de ceux qui

seront recensés.

Tous ces gens-là sont des ennemis de la classe laborieuse. Ils cherchent à la diviser pour mieux l'exploiter.

Pour l'ouvrier bété qui vit dans une cour commune au milieu d'autres familles ouvrières, "l'étranger" ce n'est pas le burkinabé qui partage chaque jour le même sort que lui mais le riche bété qui vit aux Deux Plateaux.

En tout cas, ce riche, pas plus

que son chien posté pour garder sa maison, ne saurait faire la différence entre les deux ouvriers. Voilà la réalité.

Par ailleurs, est-ce que l'arrivée de Gbagbo au pouvoir a changé en bien le sort particulier de l'ouvrier bété ? Pas plus, en tout cas, que ça ne l'a été pour l'ouvrier dioulà lorsque Ouattara était au pouvoir, ou encore pour l'ouvrier baoulé du temps de Bédié.

Les travailleurs ne sauraient se laisser diviser sur la base de leur appartenance nationale, ethnique, tribale, voire corpora-

tive. Au contraire, Ils peuvent fièrement afficher leur unité, en tant que classe exploitée partageant les mêmes souffrances et aspirant à la même dignité, en disant haut et fort que les travailleurs originaires du Burkina Faso, du Mali sont leurs frères de classe ! Ils ont pleinement contribué et contribuent toujours à la production des richesses de ce pays tout en ne profitant pas de cette richesse car elle est accaparée par une petite minorité d'exploiteurs et de parasites. Par conséquent, tous les travailleurs doivent obtenir de plein droit la nationalité ivoirienne, s'ils le souhaitent !

## SÉNÉGAL

### QUAND WADE REÇOIT LE PRIX HOUPHOUËT BOIGNY

Le 16 mai dernier, le président sénégalais Abdoulaye Wade, a reçu au siège de l'Unesco à Paris, le "Prix



Chirac et Wade à Paris

international Houphouët -Boigny pour la recherche de la paix". En la présence d'une brochette de chefs d'Etats africains réunis autour de Chirac, c'est l'ancien Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Henri Kissinger (celui-là même qui s'était illustré dans le bombardement du Vietnam et qui avait obtenu par la suite le Prix Nobel de la paix) qui lui a remis une médaille en or et une enveloppe de 122 mille euros.

Wade était aux anges. Mais ce ne fut pas le cas d'un certain

nombre d'opposants sénégalais qui ont tenu à faire connaître leur désapprobation tant à Dakar qu'à Paris. Ils se demandent en effet à quelle paix il a donc contribué pour mériter cet honneur à Paris? "Avant de rechercher la paix à l'extérieur, disent-ils, il aurait dû commencer à la construire dans son propre pays".

Wade fait en réalité beaucoup de discours sur des conflits comme en Côte d'Ivoire ou au Libéria. Mais sur son propre territoire, là où il peut mettre en application ce qu'il conseille aux autres, il fait le contraire. C'est ainsi qu'en Casamance, la guerre qui avait commencé avant qu'il n'arrive au pouvoir, se poursuit toujours. Il ne fait que poursuivre en la matière la politique de son prédécesseur Diouf, c'est-à-dire la politique du canon. C'est lui qui pourtant lors de la campagne électorale qui avait précédé son arrivée au pouvoir, avait déclaré pouvoir régler ce problème en moins de "cent jours". Et bien, plus de six années après, on en est au même point. De plus Wade n'hésite pas à envoyer en prison ceux qui osent mettre en

évidence son vrai visage. Des journalistes mais aussi des opposants, dont certains alliés d'hier, en ont déjà fait les frais. Et il a déjà proféré des menaces de poursuite contre quiconque oserait mettre le nez dans les affaires

sales du régime où ses proches et lui-même sont impliqués.

C'est dire que Wade n'est qu'un menteur doublé d'un démagogue. Et ceux qui lui ont décerné le prix ne valent pas mieux.

## T C H A D

### ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE BIDON REMPORTÉE PAR DEBY

Comme il fallait s'y attendre, le dictateur Déby, le président sortant a remporté haut la main l'élection présidentielle avec 77% des voix contre des concurrents sur mesure: de parfaits inconnus ou des candidats peu influents pour faire de la figuration.

Comme l'avaient fait ses homologues africains tels que Bongo, Déby, par un référendum bidon a récemment réussi à changer la constitution qui interdisait à tout président en exercice de briguer un troisième mandat.

Les partis dits de l'opposition qui ont tous, comme un seul homme refusé de prendre part à cette élection qu'ils qualifient de "mascarade électorale", ont appelé au boycott. Ils réclamaient une vraie élection présidentielle. Déby, malgré leurs protestations, a refusé de reporter cette élection comme lui demandait l'opposition. Ne disait-il pas qu'il est arrivé au pouvoir par le fer, et que ceux qui veulent sa place, s'ils sont des hommes, n'ont qu'à le combattre par le fer?

C'est ainsi que, le 13 avril dernier, des éléments rebelles du Front uni pour le changement (SCUD), partis du Darfour voisin, ont essayé en vain, de prendre le pouvoir de Ndjaména, par le fer justement.

Grâce aux troupes françaises stationnées à Ndjaména qui ont bombardé par des hélicoptères la colonne rebelle qui avançait vers la capitale, cette tentative du SCUD a échoué.

Voilà donc Déby qui sans problème, va demeurer au pouvoir pendant encore cinq ans. Depuis l'avènement du multipartisme, de nombreux partis politiques comptent sur le jeu démocratique pour arriver au pouvoir. C'est le cas des politiciens tchadiens qui passent pour des opposants à Déby. En réalité, eux aussi, s'ils accédaient au pouvoir, ne feront pas mieux que Déby. Ils deviendraient des larbins dociles, et prêts à servir les intérêts des riches, qu'ils soient africains ou occidentaux.

Un changement de régime par le jeu démocratique, de surcroît pipé au départ, ne peut pas changer le sort des exploités et des pauvres. Seuls les travailleurs et les paysans pauvres, s'ils se donnent une organisation politique propre à eux, peuvent, par leur lutte, changer radicalement la société. Bien sûr ce serait à une petite échelle mais l'exemple peut faire école et donner des idées à tous les peuples de la région et ils sont nombreux à subir le poids des dictatures corrompues infâmes.

FOYER SONACOTRA**UN CRIME CRAPULEUX  
POUR UNE HISTOIRE DE SOUS**

Depuis un certain temps, dans la plupart des foyers africains, une personne qui bénéficie de la confiance des résidents collecte régulièrement des sommes déposées par ses compatriotes, et les envoie au pays pour aider leurs familles qui vivent dans le besoin.



Foyer de la Commanderie  
dans le 19 ème

Au foyer de la Commanderie situé dans le 19 ème, les personnes qui confient leur somme pour leur famille en Afrique reçoivent chacun un numéro de code. Il suffit de communiquer ce numéro à un membre de sa famille pour que celui-ci reçoive, en francs CFA l'équivalent de somme qui a été donnée au collecteur du foyer. Ce système, rapide et efficace ne coûte qu'un minimum de frais aux résidents et dépanne rapidement les parents restés au pays. Il est donc connu par tous les résidents.

Le 6 mai dernier, deux malfaiteurs armés venus de l'extérieur et qui connaissaient bien le système mis en place au foyer de la Commanderie ont fait

irruption dans une chambre pour s'emparer des fonds collectés. Des résidents ont tenté de s'opposer aux voleurs; les malfaiteurs tirent, tuant sur le champ un locataire et blessant un autre; une troisième personne, en sautant par la fenêtre pour échapper aux bandits, s'est fracturée la cheville. Pour une malheureuse somme de 3 000 euros, les voleurs ont tué, blessé des gens et semé la peur et le désarroi dans le foyer. Jusqu'à présent les résidents de la Commanderie sont choqués par ce crime crapuleux.

Si aujourd'hui les travailleurs sont obligés d'inventer ce genre de transfert d'argent pour aider leurs familles au pays, c'est à cause de l'incapacité des nos dirigeants, que ce soit au Mali ou au Sénégal de faire fonctionner correctement un service public comme la poste. Les familles éprouvaient toutes les peines du monde pour se faire payer un malheureux mandat envoyé de France par exemple, à cause des tracasseries administratives. Le bénéficiaire du mandat doit posséder une carte d'identité valable et lisible, retourner plusieurs fois à la poste parce que, un mois plus tard, le mandat n'est toujours pas prêt. Pour le toucher, encore faut-il graisser la patte de certains fonctionnaires corrompus.

C'est tout cela qui pousse les travailleurs immigrés à contourner la poste. Au début c'est le travailleur qui va en vacances qui était chargé de remettre aux familles l'argent collecté par leurs camarades des foyers. Puis ces vacanciers ont été braqués, une fois sur place, par des malfaiteurs maliens ou sénégalais. Comme ces braquages se répétaient, les travailleurs des foyers ont imaginé le transfert d'argent comme celui du foyer de la Commanderie.

Nos dirigeants sont donc responsables de ce qui s'est passé au foyer de la Commanderie, tout comme les braquages au pays des porteurs d'argent destiné aux

familles. Si la poste fonctionnait bien, et desservait les villages, ces incidents déplorables ne seraient pas arrivés.

### BOLIVIE-VENEZUELA

#### **NATIONALISATIONS DES HYDROCARBURES JUSTES MESURES POUR FREINER LE PILLAGE DES TRUSTS PÉTROLIERS**

A leur arrivée au pouvoir à la suite d'une élection qu'ils avaient menées sur la base d'un programme nationaliste, les nouveaux chefs d'Etat du Venezuela et de la Bolivie ont procédé à quelques mesures qui ne plaisent pas aux trusts du pétrole et du gaz implantés dans ces pays depuis des années.

Au Venezuela, Hugo Chavez a annoncé l'augmentation du taux d'imposition des compagnies pétrolières. Ce taux passerait de 34% à 50%. En plus un impôt sur l'extraction pétrolière de 33% remplacerait les 16,66% de royalties que doivent verser actuellement les compagnies. Selon le président les compagnies pétrolières étaient prospères du fait de l'augmentation du prix du pétrole et qu'il était légitime que le Venezuela voit aussi croître sa part. Il prévoit qu'une partie de ces recettes nouvelles serviraient à financer un grand projet de construction de logements.

De son côté le président de la Bolivie, Evo Morales, élu en janvier dernier a annoncé la nationalisation des riches gisements de gaz naturel. Il a fait occuper par l'armée un certain nombre de sites d'hydrocarbures. Il a également procédé à la nationalisation de la distribution de l'eau aux mains du groupe Suez.

Rappelons que le précédent président avait privatisé en 1996 la quasi-totalité de l'économie, en particulier les hydrocarbures. Depuis 1997, après la découverte d'importants gisements de gaz, une

vingtaine de grandes compagnies internationales se sont approprié une part importante de ces gisements. Ce sont entre autres des trusts comme Total, British Gaz, Chaco-Amoco (Pays-Bas), Respol (Espagne). Mais ces privatisations des richesses naturelles du pays ont provoqué des mécontentements au sein de la population qui s'enfonce de plus en plus dans la misère alors que le pays regorge de richesses. A partir de l'an 2000 la population s'était mobilisée pour réclamer la réappropriation des ressources naturelles comme le gaz et l'eau. C'est ainsi que divers mouvements comme le MAS d'Evo Morales ont profité de ce mécontentement populaire pour prôner la renationalisation s'il parvenait au pouvoir.

Quelques mois après avoir été élu par 54% des électeurs, Morales procède donc à la nationalisation promise. Il a cependant précisé qu'il "ne s'agissait pas de confisquer ou d'exproprier les biens de compagnies pétrolières. Cependant, elles n'ont pas à exercer un droit de propriété sur les hydrocarbures qui, eux, nous appartiennent. Désormais, c'est notre gouvernement qui l'exercera. Nous allons nationaliser les hydrocarbures, mais pas les biens des compagnies pétrolières". Il a en plus précisé que les sociétés qui rejèteraient cette nationalisation seront invitées à quitter le pays.

Evidemment les trusts concernés n'ont pas du tout bien accueilli les décisions de ces deux dirigeants

d'Amérique latine. Mais ces mesures sont soutenues par une large partie de la population.

Dans un passé pas si lointain, bien des dirigeants nationalistes de l'Amérique latine mais aussi d'autres continents ont été défaits, voire assassinés par des officines liées à ces trusts quand ce n'était pas directement par les puissances impérialistes sous des prétextes divers.

Ces dirigeants nationalistes d'Amérique latine n'ont cependant rien de révolutionnaires. Ils n'ont jamais dit qu'ils allaient mettre fin au système capitaliste, ni mettre en cause la propriété privée des moyens de production et de la terre. Ils ont juste osé mettre à la disposition de l'Etat l'exploitation

de quelques ressources du sous-sol et ponctionner un peu plus sur les bénéfices des grands trusts. On verra s'ils sont capables de résister et surtout s'ils sont capables de mobiliser leurs populations pour défendre ces quelques mesures populaires.

En tout cas dans certains milieux nationalistes africains, il y en a qui rêvent que de telles mesures soient aussi prises par les dirigeants africains. Mais c'est le contraire qui se passe en réalité depuis quelques années où l'on assiste à une vague de privatisation sans précédent. Et il ne faudrait certainement pas compter sur les dirigeants africains actuels, tellement ils sont inféodés à l'impérialisme.

### **L'ESCLAVAGE, LA FORME LA PLUS BARBARE DE L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME**

Le gouvernement français a finalement reconnu officiellement, sous la pression de certaines organisations antillaises avec le soutien des associations françaises, l'esclavage comme étant un "crime contre l'humanité". Pour la première fois en France, on vient de célébrer cette reconnaissance.

L'esclavage, en tant que tel, a existé dans toutes les sociétés sans exception, du moins à partir du moment où elles ont atteint un certain stade de développement économique, avec l'invention de l'agriculture. Celle-ci, en générant un surproduit social, a permis la division du travail; elle a aussi permis l'apparition des classes sociales, les possédants d'une part (ceux qui ont accaparé une partie de ce surproduit) et ceux qui en sont dépourvus d'autre part. Le mot "esclave" en français ou "slave" en anglais vient du latin "slavus". Il désignait des Slaves, populations de l'Europe orientale réduites en esclaves, bien avant la traite des

Noirs.

La pratique de l'esclavage varie d'une région à l'autre du globe. Selon les cultures pratiquées (tabac, coton, sucre, café), cette pratique a pris diverses formes, que ce soit par rapport au sort des esclaves ou par rapport à leurs conditions misérables de travail. L'esclavage, c'est-à-dire l'exploitation permanente la plus féroce, la plus barbare, la plus inhumaine de l'homme par l'homme, se distingue, par sa cruauté, des autres modes d'assujettissement tels que le servage (obligation de travailler sur une terre sans être libre de la quitter), le travail forcé ou le salariat.

*L'esclavage : une main-  
d'oeuvre gratuite permanente  
et corvéable à merci*

L'esclavage a connu un développement sans précédent suite à la découverte des Antilles et des Amériques par Christophe Colomb. La

canne à sucre, introduite par des planteurs européens dans ces nouvelles terres (en 1517 à Saint-Domingue), s'est ajoutée à la culture locale du tabac. Cette nouvelle culture nécessitait une

déportés par an. C'est ce que l'on a appelé le commerce triangulaire (Afrique, Amérique et Europe). Ce commerce permettait de troquer en Afrique : étoffes, armes, quincaillerie, alcool contre des esclaves qui étaient revendus en Amérique; avec l'argent de la vente de ces esclaves, les négociants achetaient des produits des grandes plantations de l'époque comme le sucre et le rhum qu'ils revendaient ensuite en Europe.

Déportations et résistances des Noirs

C'est sans doute des dizaines de millions d'Africains, transformés par la force en esclaves et considérés comme du bétail, comme des marchandises qui ont été arrachés de leur terre natale, sans compter le nombre des morts au cours des razzias, au cours de la marche forcée vers les ports ou lors de la traversée de l'Atlantique. Au début, les négriers se contentaient des esclaves qu'ils achetaient le long des côtes, sénégalaises entre autres, avec la complicité de certains rois ou féodaux locaux qui tiraient des avantages de ces ventes d'esclaves. Les populations près des côtes fuyaient vers l'intérieur de l'Afrique pour échapper aux razzias, aux guerres au cours desquelles les prisonniers étaient réduits en esclaves puis vendus. Mais les razzias se faisaient jusque à l'intérieur des terres, jusque dans les fins fonds des villages. Des villageois se réfugiaient dans les brousses pour échapper aux rafles.

Au début, certains prisonniers que l'on escortait vers les ports fuyaient en cours de route. Alors



Statue de la libération de l'esclavage à Gorée au Sénégal

importante main-d'oeuvre qui manquait sur place. Ça va être le début de la traite massive des populations africaines.

En 1502, ce sont des négriers espagnols qui ont amené les premiers Noirs aux Antilles, pour remplacer les Indiens sous prétexte que ces derniers étaient moins résistants au travail. En fait, les populations indiennes étaient décimées par les durs travaux des champs. Or la nouvelle culture de canne à sucre exigeait une importante main-d'oeuvre qu'il fallait trouver ailleurs. Ce n'est qu'à partir du 18ème siècle que la véritable traite des Noirs à grande échelle allait commencer, pratiquée par l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, la Hollande, le Danemark et la France. Les statistiques officielles avancent le chiffre de 100 000 Noirs

pour éviter cela, on les enchaînait, les uns aux autres. La marche forcée vers les côtes était parfois longue et pénible. Des esclaves mouraient en cours de route; d'autres encore plus nombreux mouraient à cause des mauvais traitements pendant la longue traversée de l'Atlantique qui durait environ dix à douze semaines. Entassés comme du bétail au fond des cales insalubres, ils dormaient nus, à même le sol, mangeaient très mal et souvent battus pour un oui ou un non. Les récalcitrants sont attachés vivants et balancés par-dessus bord aux requins ou pendus au bout d'une vergue et jetés à l'eau, sous les yeux ahuris d'autres esclaves. On les forçait à assister à la scène pour les dissuader de se révolter. Mais cela n'a pas empêché d'autres esclaves de se révolter au cours de la traversée, et même après, sur la terre ferme, en Amérique ou aux Antilles.

Le "code noir" et la révolte  
des esclaves de Saint-Domingue

La nécessité d'édicter un code dit "code noir" pour réglementer officiellement les rapports maîtres-esclaves est dictée par la peur des propriétaires des esclaves face à la lutte de ces derniers, dans toutes les colonies. C'est Colbert, le ministre de Louis XIV, soucieux de développer le commerce avec les colonies françaises qui en a pris l'initiative. Les pouvoirs politiques étaient impressionnés par le nombre de soulèvements des "nègres-marrons" et des attentats contre les maîtres; par la supériorité numérique des esclaves (deux Noirs pour un Blanc) et même plus à Saint-Domingue par exemple. C'est donc par souci de mater les

esclaves, de les rendre toujours dociles, et de sauvegarder et perpétuer les intérêts des maîtres qui a motivé l'écriture de ce "code noir".

Le "code noir" publié en mars 1685, et composé de 60 articles, rendait donc un service aux maîtres d'esclaves. Citons quelques exemples d'articles significatifs : "Défendons aux esclaves appartenant à divers maîtres de s'attrouper le jour ou la nuit sous prétexte des noces... (article 16); "L'esclave qui aura frappé son maître (...) sera puni de mort" (article 33); "L'esclave fugitif qui aura été en fuite pendant un mois (...) aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lis sur une épaule; s'il récidive une autre fois, il aura le jarret coupé; et la troisième fois, il sera puni de mort" (article 38); Si les maîtres croient que tels esclaves méritent correction, ils pourront "les faire enchaîner, et les faire battre de verge, ou de cordes;" (article 42), etc.

A Saint-Domingue les esclaves qui travaillaient dans les champs de canne et autres plantations étaient les plus nombreux. Il y avait en moyenne plus de 3 Noirs pour un Blanc. La révolte y grondait car les esclaves admettaient de moins en moins leurs conditions de vie devenues de plus en plus difficiles. Les "nègres marrons" qui se sont réfugiés en brousse ou loin des habitations se regroupaient et organisaient des raids contre les plantations au cours desquels ils tuaient les maîtres et dévastaient les cultures. Cela avait donné des idées de révolte collective à

d'autres esclaves.

Au cours d'une longue guerre civile qui débuta en 1791 et qui dura treize ans, les esclaves de Saint-Domingue se battirent courageusement pour arracher leur liberté. Ils mirent en déroute le corps expéditionnaire envoyé par Napoléon qui décida en 1802 d'y rétablir l'esclavage. Toussaint Louverture, un des principaux dirigeants de la révolte des esclaves fut arrêté et déporté en France où il mourut le 7 avril 1803. Néanmoins les troupes du général Leclerc ne parvinrent pas à reconquérir l'île qui proclama son indépendance le 1<sup>er</sup> janvier 1804 et qui reprit l'ancien nom indien d'Haïti.

#### Esclavage et lutte de classes

Si aujourd'hui, officiellement partout dans le monde l'esclavage est aboli; si aujourd'hui en France l'on vient de célébrer le premier anniversaire de la reconnaissance de cette pratique comme étant un "crime contre l'humanité", il subsiste encore des survivances dans certains coins d'Afrique comme en Mauritanie (Haratines) ou au Togo (des enfants sont vendus et réduits en esclaves). Aujourd'hui en Afrique la véritable lutte des Africains pour leur libération complète des restes de l'esclavage passe par la lutte des classes.

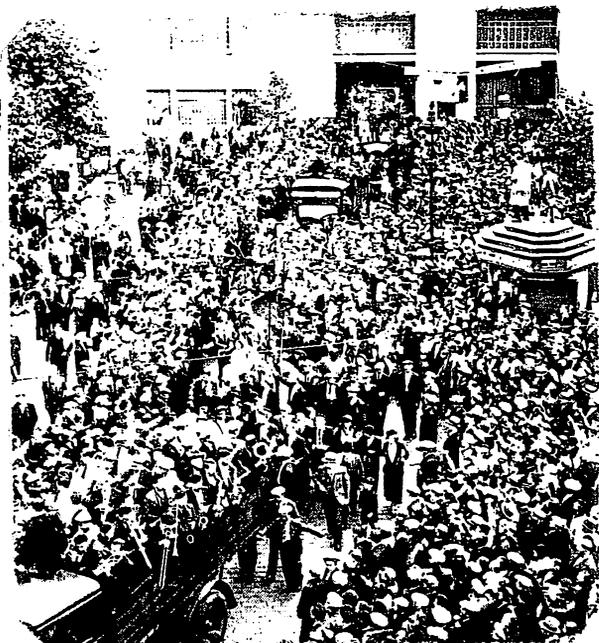
Aujourd'hui en Afrique la misère est grande. Depuis la traite des Noirs jusqu'à maintenant en passant par la période de la colonisation, l'Afrique continue d'être pillée. Le capitalisme, par ce pillage à grande échelle a permis à la bourgeoisie occidentale de s'enrichir et en même temps de bâtir des sociétés développées comme en France alors qu'en Afrique ce système n'a rien construit de viable, à part la misère, les maladies, les injustices sociales qu'il a engendrées. L'Afrique est restée sous-développée.

Le développement de l'Afrique et l'émancipation des masses laborieuses passe d'abord par la destruction du capitalisme, source d'inégalité et d'injustices, tant à l'échelle du continent qu'à celle de la planète. C'est la seule voie qui permettrait aux masses laborieuses africaines de bénéficier non seulement des richesses accumulées par la bourgeoisie occidentale dans les métropoles mais encore celles volées par la bourgeoisie africaine si un jour le prolétariat mondial prenait le pouvoir. Une telle perspective peut fort bien partir de l'Afrique. Le capitalisme a tellement fait des ravages; il a tellement fait du mal dans cette région qu'il y a créé en même temps les conditions et les forces sociales capables de le détruire.

## IL Y A 70 ANS JUN 36 EN FRANCE

En juin 1936 les travailleurs de France arrachaient au patronat et

endiguer le mouvement et faire reprendre le travail.



Grève des ouvriers  
métallurgiques des  
usines Renault à Boulogne-  
Billancourt en juin 1936

### La crise économique

Partie des Etats-Unis en 1929, la crise économique atteignit la France en 1931. L'économie est paralysée. C'est la misère pour les ouvriers, les paysans ainsi que les classes moyennes. En Allemagne Hitler arrive au pouvoir le 30 janvier 1933. La grande bourgeoisie continuait de s'enrichir. En France c'est le Parti Radical, implanté dans la petite bourgeoisie, qui est au gouvernement depuis 1932 avec le soutien critique du Parti Socialiste (SFIO). Le Parti Radical se révélait incapable d'apporter des solutions à la crise et menait une politique aussi réactionnaire que celle pratiquée par les partis de droite.

### L'extrême droite

Une partie de la petite bourgeoisie ruinée se détournait du Parti Radical et se laissait séduire par la démagogie des ligues d'extrême droite anti-parlementaire, anti-sémite et anti-communiste. L'Action Française, autre organisation d'extrême droite possédait des groupes de choc antiparlementaires. Les Croix de Feu étaient une organisation d'anciens combattants. Tous ces groupes et quelques autres de la même obédience, bénéficiaient de financement de la part de certains grands bourgeois tels que Taittinger, Coty, Mercier, etc.

au gouvernement la semaine de 40 heures, les Conventions collectives, la reconnaissance des délégués du personnel. En occupant les usines, les magasins, les entrepôts dans les villes, et les grands domaines et les fermes dans les campagnes, les grévistes de 1936 contestaient collectivement le droit de propriété des patrons. Ceux-ci acceptent de céder du terrain pour ne pas céder la place. Le nouveau gouvernement dit de "Front populaire" qui bénéficie de la confiance des travailleurs va tout faire pour

La journée du 6 février

Un scandale de corruption connu sous le nom de "Affaire Stavisky" servit de prétexte à l'agitation de l'extrême droite. L'ensemble des



Congés payés  
premier départ, été 1936

organisations de cette mouvance appela à manifester le 6 février 1934 devant le palais Bourbon où Daladier présentait un nouveau gouvernement. Des affrontements avec la police ont fait 15 morts et des dizaines de blessés. Daladier est contraint de démissionner pour être remplacé par Doumergue, un vieux politicien réactionnaire qui s'est entouré d'hommes de droite tels que Tardieu, Pétain et Laval. Doumergue mit à profit sa situation de "sauveur" pour obtenir le droit de faire passer les mesures anti-populaires par décrets-lois.

La réaction de  
la classe ouvrière

L'émeute du 6 février n'a pas laissé les travailleurs indifférents d'autant plus que les locaux syndicaux sont attaqués par les fascistes et que des militants sont agressés. Les partis ouvriers PS et

PC sont divisés, mais un courant favorable à l'unité se développe dans les rangs de ces deux partis. Le 9 février la police fait 6 morts dans les rangs des travailleurs manifestant à l'appel du Parti Communiste. La CGT (réformiste) lance un ordre de grève générale pour le 12 février. La CGTU (à direction communiste) appelle à manifester pour le même jour. Et c'est aux cris de "Unité! Unité!" que les deux cortèges se rejoignent dans un défilé impressionnant à Paris mais aussi dans d'autres grandes villes.

L'unité ouvrière  
au service de Staline  
et de la bourgeoisie française

Face à la politique extérieure du 3<sup>ème</sup> Reich, l'URSS recherche des alliés dans les pays dits démocratiques. Elle adhère à la Société des Nations (ancêtre de l'ONU). Les PC d'Europe, tous liés à l'URSS, sont appelés par celle-ci à sortir de l'isolement en s'alliant avec les PS. C'est ce processus unitaire qui se traduit par la constitution du Front Populaire et la fusion en mars 1936 des deux centrales syndicales CGT et CGTU.

Le Front Populaire

La direction du PC met dans sa poche tout ce qui pouvait rester de révolutionnaire dans son programme pour soutenir le Parti Radical puis le Parti Socialiste. La signature du pacte Laval-Staline en mai 1935 où celui-ci déclare qu'il "comprend et approuve pleinement la politique de Défense Nationale faite par la France", est un gage supplémentaire allant dans le sens d'une plus gran-

de intégration du PCF dans le jeu politique français. Les élections de 1936 donnent la majorité au Front Populaire.

Le mouvement de grève

Le mouvement a démarré dans la métallurgie. Le 11 mai les ouvriers de l'usine Bréguet au Havre arrêtaient le travail à l'appel du syndicat des métaux pour obtenir la réintégration de deux militants licenciés pour fait de grève au 1<sup>er</sup> mai. Ils décident de garder les ateliers sous leur contrôle pour empêcher que leur patron fasse entrer des "jaunes", nombreux dans cette période de chômage. Le 13 mai c'est aux usines Latécoère à Toulouse que la grève éclatait pour la même raison. Là aussi il y eut occupation. Les patrons cédaient. Les ouvriers à l'instigation des militants syndicaux, rédigeaient des cahiers de revendications et se donnaient des comités de grèves chargés de la sécurité, de l'entretien et du ravitaillement. Le 28 mai les 35 000 travailleurs de chez Renault s'arrêtent à leur tour entraînant 100 000 métallurgistes dans leur sillage le même jour. Du côté du patronat on mesurait la gravité de la situation. Loin de s'arrêter les grèves se multiplient et atteignent les couches périphériques du prolétariat tels que les demoiselles des magasins, les marchands de journaux, les employés des salles de spectacles et même les garçons de café. C'est la grève générale.

Mais il manquait à la classe ouvrière une direction audacieuse et révolutionnaire. Les dirigeants syndicaux sans avoir jamais appelé

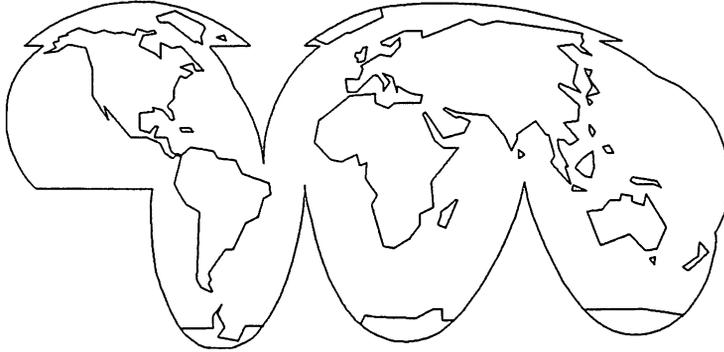
à la grève générale, allèrent au nom des grévistes négocier avec le patronat et le gouvernement. Ils ont signé les accords de Matignon le 7 juin. Ces accords comportaient des concessions importantes telles que la semaine des 40 heures, les congés payés, les augmentations de salaires, le principe des contrats collectifs. Mais tout cela n'était que le prix que les patrons étaient prêts à payer pour ne pas risquer de tout perdre. Grâce à l'appui des bureaucraties syndicales et des grands partis ouvriers, la grève de juin fut endiguée. Quelques semaines plus tard, en juillet 36, le prolétariat espagnol s'insurgeait. Le socialiste Léon Bloum refusa toute aide aux travailleurs espagnols en lutte contre les troupes du général Franco épaulées par Hitler et Mussolini. Mais ce sera au milieu de novembre 38 que, au nom de la défense nationale, pour préparer la guerre qui approche, les décrets-lois Reynaud-Daladier sont adoptés. Ils amputent gravement les conquêtes de 1936: retour de la semaine des six jours, retour du travail aux pièces, licenciement sans indemnités, retrait de la carte de travail aux étrangers, etc.

Malgré les réactions timorées de la CGT, les travailleurs ripostent par des mouvements de grève. C'est ainsi qu'à Renault les grévistes qui occupaient l'usine ont dû faire front à un assaut en règle de policiers, gendarmes et pompiers qui réussirent à briser l'occupation.

A la veille de la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale cette défaite plonge la classe ouvrière dans le désarroi et laisse les mains libres à la

bourgeoisie. Il faut préciser que Populaire qui votera les pleins  
c'est la Chambre issue du Front pouvoirs à Pétain.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.